

# BRETAGNE



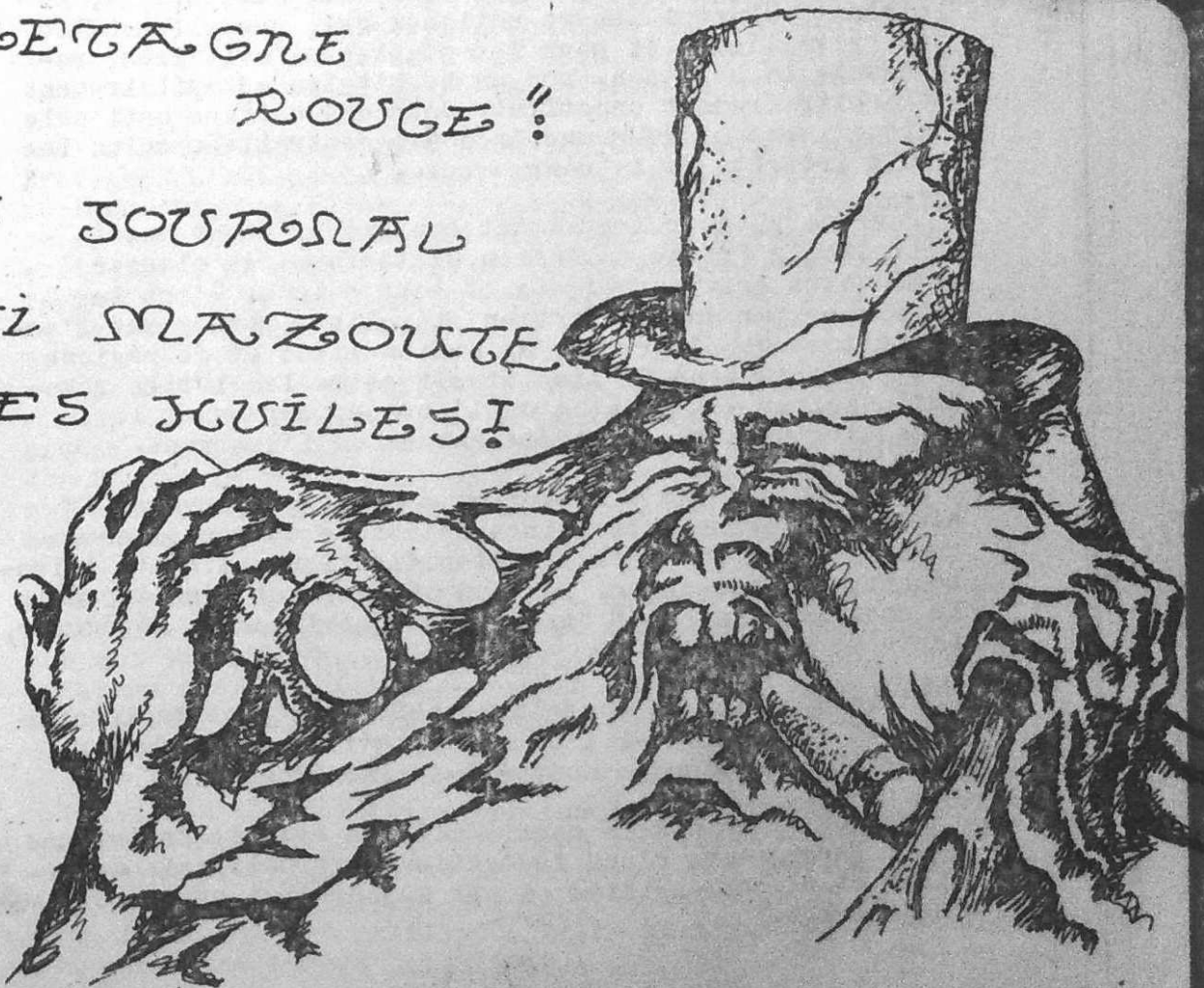
# rouge

**EDITEUR** HEXAGONAUX ? - QUEBEC : APRES LA VICTOIRE DU P.Q. -  
**LITTES** OUVRIERES EN BRETAGNE - NUCLEAIRE ET COUPURES DE  
**COURANT** LE C.L.I.N. D'ERVEVEN ET CH. HERNU - DOSSIER :  
**LITTES POUR LA LANGUE ... EUSKADI ... IRLANDE... PENNAD -**  
**KAOZ GARD YOUENN GWERNIG - COURRIER -**

Sup. à ROUGE  
n° 2 dir. pub.  
Alan Bobbia  
2 francs  
Decembre - Kerzu

"BRETAGNE  
ROUGE":

LE JOURNAL  
QUI MAZOUTE  
LES JUILLES!



## EDITO :

### "HEXAGONAUX"

L'éditorial du n°1 de "Bretagne Rouge" classait la L.C.R. dans les rangs des "révolutionnaires hexagonaux". Avec des guillemets, qui montraient la gêne que nous avons à reprendre une expression qui pourrait laisser entendre que, pour nous, l'Hexagone est un élément premier et intangible de notre lutte. Cela demande des précisions.

D'abord, nous sommes avant tout membres d'une Internationale Révolutionnaire, qui se bat dans de nombreux pays pour l'émancipation des travailleurs et des peuples opprimés - basques, catalans, irlandais, noirs et chicanos des U.S.A., québécois - cette expérience internationale, nous en rendrons compte périodiquement dans "Bretagne Rouge".

Ceci dit, quelle conception avons-nous de l'Hexagone ? Considérons-nous la France comme le cadre du socialisme que nous voulons ? Pas du tout...

Un des points essentiels du programme révolutionnaire est la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration d'une société entièrement nouvelle, basée sur les conseils des travailleurs.

Cette construction ne peut pas se limiter au pouvoir économique de la bourgeoisie et à ses institutions, en laissant intact le cadre national qui, pour l'ensemble des travailleurs et pour les peuples minoritaires, représente la sujétion, sur un territoire arbitrairement et arbitrairement constitué, sous une culture nationale unique imposée, sous une économie centralisée selon les seuls intérêts de la bourgeoisie.

Pour nous, détruire l'Etat bourgeois, c'est aussi détruire la France, création historique des classes dominantes aristocratiques et bourgeoises. C'est la remplacer par une fédération socialiste, basée sur l'association autodéterminée de nationalités et de régions - et, compte tenu du lien étroit entre les luttes révolutionnaires à l'échelle de l'Europe, dépassant le plus vite possible le cadre actuel de l'Hexagone.

N'est-ce pas une perspective contradictoire avec la nécessaire organisation internationale du socialisme, devant mettre au place une planification qui évite l'isolement, la concurrence, les gaspillages, et sous laquelle le socialisme ne peut que se recroqueviller et dégénérer, faute de moyens ?

D'abord, c'est le socialisme qui serait contradictoire avec la libération de l'humanité, s'il se satisfait de la sujétion nationale des peuples minoritaires.

Ensuite, loin d'être contradictoire avec le socialisme notre perspective d'une fédération internationale de régions et de nationalités en est aujourd'hui une condition essentielle.

2

.../...

Pour pouvoir planifier un développement socialiste, il faut bien qu'il y ait un développement possible de toutes les régions. Le socialisme, basé sur le travail émancipé de chacun ne peut s'accommoder d'un déséquilibre entre des régions ultra-industrielles, et des régions sans travail, affaiblies par l'exode, dotées seulement d'industries parcellaires, étroitement dépendantes et isolant complémentaires de centres industriels éloignés - et où le pouvoir des travailleurs serait du même coup, pareillement morcelé, partiel, limité.

En fait, la planification internationale socialiste n'a de meilleure base que la responsabilité régionale ; elle ne repose pas sur la constitution d'unités de plus en plus grandes, fissurées par le développement inégal, mais sur la vitalité des régions et des nationalités, incarnées dans leurs conseils de travailleurs.

Cela va de pair avec une nouvelle orientation des échanges régionaux, qui ne seraient plus étroitement enfermés dans le cadre de l'Etat-nation capitaliste, subordonnant des régions mutilées à d'autres hypertrouffées. Dans le cadre d'un socialisme international sans Etat-nation, chaque région ou nationalité complète et diversifiée ses activités, et établit dans toutes les directions, les relations propres à son développement : ainsi la Bretagne continentale, mais développerait ses activités industrielles, agricoles, maritimes, en fonction de ses propres possibilités d'échanges - par exemple avec les Iles britanniques et la façade atlantique, et aussi avec le continent, mais plus au façon dominée et obligatoirement.

L'émancipation des peuples opprimés est nécessaire au socialisme ; le socialisme que nous voulons la rend possible. Tel est le cadre de notre démarche.

Elle a des implications dans la lutte quotidienne en Bretagne. L'autonomie socialiste des nationalités et des régions dans une fédération internationale des conseils de travailleurs, n'a rien à voir avec l'"autonomie" administrative, ni avec la simple revendication d'un pouvoir régional élu au suffrage universel, tout cela dans le cadre de la société bourgeoise.

Elle est donc contradictoire avec toutes espèces de réformisme, de compromission entre toutes les classes du peuple breton - puisqu'elle ne peut aboutir que par la défaite des bourgeois bretons et de la classe bourgeoise en général à l'échelle de l'Etat capitaliste français, et des Etats européens.

La Bretagne ne peut-être sauvée que par l'unité révolutionnaire des travailleurs bretons et des couches du peuple breton qui ont intérêt à la disparition du capitalisme - unité qu'il ne suffit évidemment pas de proclamer, mais qu'il faut forger dans les luttes sociales quotidiennes.

Pour cela, il importe de réduire la distance qui sépare encore les revendications bretonnes du mouvement ouvrier : que celles-ci soient placées dans l'optique du socialisme ; que celui-ci fasse sienne la perspective d'une Bretagne émancipée, non seulement sur le plan culturel, mais sur le plan économique et politique, d'une Bretagne maîtresse d'elle-même dans une Europe socialiste.

3

.../...

Il y a là matière à une cohérence nouvelle des luttes sociales en Bretagne, en fonction d'une perspective d'avenir et matière à un engagement nouveau des militants révolutionnaires bretons, dans les luttes quotidiennes, syndicales, culturelles, antinucléaires, antimilitaristes, en Bretagne ; engagement basé sur un programme révolutionnaire d'émancipation sociale et bretonne, appliqué aux luttes de tous les jours.

La question que nous posent de nombreux militants bretons est : "Êtes-vous en mesure de participer vraiment à cette émancipation, membres que vous êtes d'une organisation hexagonale" ?

Pour nous, même s'il est vrai qu'une organisation hexagonale risque toujours de subir le poids de l'état-nation et surtout de l'influence énorme qu'il a sur le mouvement ouvrier français, lequel résonne toujours de l'élan patriotique des sans-culottes, tout cela n'a rien de fatal. C'est à nous, militants révolutionnaires bretons de faire que ce poids disparaisse.

L'exemple que nous avons de la L.C.R. d'Espagne, où Basques Catalans, Galiciens, Valenciens, possèdent leur presse, et pratiquent une politique adaptée à l'oppression de leurs peuples, nous prouve que cela est possible.

Cela est surtout nécessaire : nous pensons que l'oppression du peuple breton ne sera éliminée que par l'élimination de la classe bourgeoise française dans son entier, et de son état.

Pour la Bretagne, cela peut prendre deux directions soit la séparation - à condition qu'elle corresponde à une révolution socialiste en Bretagne - soit la révolution à l'échelle de l'Hexagone. Deux raisons nous font actuellement préférer la deuxième solution : d'une part nous croyons que le socialisme s'instaure d'autant plus facilement qu'il détruit la bourgeoisie sur une plus grande échelle - ce qui ne présente pas d'inconvénient s'il reconnaît les droits nationaux - d'autre part, contrairement à ce qui se pense dans les colonies comme la Martinique et la Guadeloupe, les formations sociales bretonnes et françaises, le rythme des luttes, sont suffisamment semblables pour que la crise révolutionnaire puisse y éclater simultanément - et nous disons que c'est tant mieux, que ce serait mieux encore s'il en était ainsi à l'échelle de toute l'Europe.

Cette révolution que nous préparons exige un outil à sa mesure, un outil capable de défendre le même programme, de coordonner ses actions en un même moment sur tout le champ de la crise révolutionnaire : c'est dans cette perspective que nous sommes dans une organisation révolutionnaire recouvrant l'Hexagone.

Être militants révolutionnaires bretons dans une organisation étendue, non seulement ni surtout, à l'échelle, mais au monde : cela n'est pas pour nous une contradiction, mais une force que nous voudrions aujourd'hui apporter à notre engagement pour une Bretagne libre et socialiste.



## ECOLE ET AUTOGESTION

- Samedi 29 Octobre, c'est déroulé, au centre Social de Portanceau, un débat sur l'école et l'autogestion. Débat organisé par le collectif d'études pour l'autogestion socialiste de BREST.
- À ce débat étaient présentes, près de 150 personnes, parents d'élèves, travailleurs, élèves, enseignants; pour la plupart, militants syndicaux, politiques, d'associations populaires.
- Cette assemblée n'avait pour objet, ni une élaboration théorique approfondie sur l'école et ses combats, ni la détermination d'une stratégie de lutte commune, sur l'éducation. C'est pourquoi, le groupe se sépara en 5 ou 6 commissions de réflexion (dont 1 particulière sur la langue bretonne).
- Le centre de la réflexion, était l'alternative : "Changer l'école pour changer la société" ou "Changer la société pour changer l'école".
- Mais dans le plupart des commissions, le "Milieu" fut réévalué rapidement, effectivement, pour la majeure partie des personnes présentes, l'école était une école de classe, de par : ses structures (sections, enseignement régulier, sélection sociale, non gratuite),
  - son rôle de formation professionnelle au service du capital (C.F.R., C.F.A., C.F.T., L.F., ...)
  - l'idéologie, l'éducation qui y sont diffusées (sexisme, individualisme, obéissance, normalisation) ; l'école donc, école de classe institution intégrée, enracinée dans la société capitaliste, totalement contrôlée et manœuvrée par les valets du patronat, ne peut être réformée de l'intérieur ; elle est pourrie jusqu'à l'os.
- Ainsi poser un tel principe : "Changer l'école pour changer la société" relève de la naïveté, de l'illusion, et ce sont les luttes de masses concrètement anticapitalistes qui détruiront la société, entraînant dans sa chute, l'école et bien d'autres institutions, d'autres mythes encore.
- Ceci dit, un autre problème théorique, fut soulevé, à propos de l'expression "école et autogestion". En effet, il faut lever l'ambiguïté, à propos du concept d'autogestion associé à l'école, la formation ; vue la nature des usages de cette institution ; enseignants, enseignés, il est quelque peu "dangerous" de prôner le contrôle de l'éducation, uniquement par les individus directement concernés, car le corps enseignant se manifeste fort souvent par un corporatisme petit bourgeois, et par la légitimation de l'école de classe, de même, il existe chez les élèves, divers courants, qui se cantonnent dans le corporatisme, et d'autres qui sont franchement réactionnaires. De plus, dans le premier cycle, avec un tel mot d'ordre, les parents travailleurs (en autres) n'auraient pas leur mot à dire.
- Ainsi, quand on parle d'autogestion dans l'école, il nous semble très important, de souligner qu'il s'agit plutôt du contrôle ouvrier sur l'éducation, sur la formation, sur la gestion, en alliance avec les usagers. Contrôle ouvrier, car la classe ouvrière en tant que classe, est la première et principale victime de l'école capitaliste et garantira ainsi le sort de l'école de classe (nous situons, bien entendu, de telles formes d'organisation, dans un cadre de lutte généralisée contre le pouvoir).
- Ces deux précédents points, furent les seules approches théoriques de la réunion. Mais sans doute, le plus intéressant, car résultant de la volonté générale, fut la perspective de luttes unitaires, sur le terrain de l'école. La proposition retenue, celle de collective par quartiers, regroupant, parents, travailleurs, enseignés, enseignants a pour fonction, d'instituer un rapport de forces conséquent dans chaque lutte sur l'enseignement en cause en cause de l'école de classe. Tout en assurant les combats contre les classes surchargées, contre les sauteries de poste, la pénurie, pour les droits essentiels des lycéens ; il faudrait par l'intermédiaire de ses groupes, dynamiser chaque bataille, forcer les syndicats enseignants à accepter et à prendre en charge la dénoncia-

PARLONS ?

Deux jeunes militants républicains, anciens membres de l'IRA officielle Murry et Noel Murray n'ont peut-être plus qu'à vivre. La cour suprême de l'Etat libre d'Irlande doit trancher d'un moment à l'autre sur le droit de grâce, la pendaison doit suivre quelques heures après.

Ils ont été condamnés pour être soupçonnés d'avoir tué un policier en civil. En fait ils ont été arrêtés après une rafle monstrueuse, et ont avoué sous la torture être responsable du hold up qui a précédé la mort du flic. Un co-inculpé n'a d'ailleurs pas pu assister au procès étant à l'hôpital. Noel a porté plainte contre l'inspecteur qui l'a interrogé, devant la cour suprême des droits de l'homme...

Leur procès a eu lieu devant la cour de sûreté de l'Etat, alors qu'ils sont soupçonnés d'attaque de banque...

L'Etat libre emploie de plus en plus la répression brutale contre le mouvement républicain, obéissant en cela à ses maîtres britanniques ("socialistes").

Le parlement où figurent des "sciaux démocrates" a voté l'Etat d'urgence qui donne des droits étendus à la police, l'armée et la justice. Tout cela pour aider l'impérialisme britannique, car en plus les "crimes" commis en Ulster et Grande-Bretagne sont punis en Irlande...

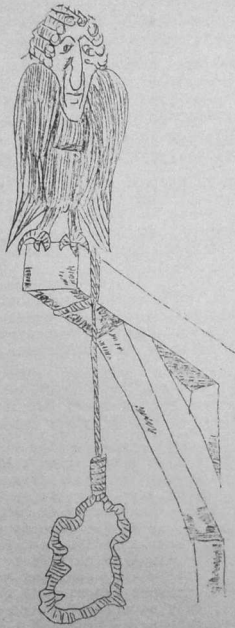
La torture, physique ou psychologique est employée contre les révolutionnaires républicains dont 8 militants de l'IRGP (Parti socialiste républicain). Il est à noter (hasard ?) que justement ce parti est la branche politique de l'Armée de libération Nationale, qui se bat en Ulster et y est fortement réprimée au même titre que les provos (IRA).

Même la presse bourgeoise libérale peut-être interdite, saisie pour parler du cas des Murray. Quant au comité de soutien aux Murray il est surveillé, passe en procès, a son téléphone brouillé et son argent saisi.

IL FAUT ELEVER LES MURRAY !  
SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION IRLANDAISE

Comité Irlande Comité Irlande  
6, BOULEVARD DE LA PAIX B. 971 75662  
TÉL. 297 75666 PARIS CE 16  
PARIS CE 16

NE LES



LAISSONS  
PAS  
PENDRE  
LES  
MURRAY

## Après la victoire du "PQ"

Au cours des VI et VIII siècles, après le "Découvreur" des Amériques et quelques autres massacres des Iroquois et Hurons qui se trouvaient là, une communauté de colons Picards et Normands va s'installer sur les bords du St Laurent au Nord- et du continent. Déjà ces gens venus "vivre", cultiver la terre au Canada, se occupent différents des administrateurs du Roi de France qui ne sont que des transitants.

En 1763 la nouvelle France est cédée à l'Angleterre. La conquête anglaise laisse tout l'appareil de l'administration civile française, mais laisse intacte en échange de sa collaboration, une Eglise grande propriétaire terrienne, et dont le moins se fera encore plus lourd.

En 1867 se constitue la Confédération Canadienne qui permet la consolidation de la bourgeoisie Canadienne Anglaise. A cette époque, la "Grande Union des travailleurs de Montréal" mène campagne contre la confédération et la jupeant à la fois anti-ouvrière et anti-canadienne française.

C'est de cette époque que date également la création des réserves, camp de concentration pour des indiens, et l'alcool aidant, commencent leur lente agonie (il en reste 25 000 au Québec en 69).

La population laborieuse a souvent refusé la collaboration avec l'occupateur notament par son refus de la conscription obligatoire imposée par la bourgeoisie lors de la guerre de boers et celle de 14-18.

Le Québec reste une colonie rurale à fort développement d'agriculture jusqu'au bon économique de la 1ère partie de ce siècle. En 1948-49 avec certaines grèves comme celle de l'électricité, celle d'Alexandre sauvagement réprimée, les Québécois réalisent que l'ère agricole traditionnelle est révolue et que la majorité des citoyens se croise maintenant de travailleurs salariés.

Depuis la 1ère guerre mondiale l'impérialisme américain et spécialement canadien n'ont cessé d'exploiter le Québec par l'implantation d'entreprises multinationales :

Général Motors, Canair, CIP, Bell Téléphone, C.A.M., IIT Rayonier, Alcan, Dominion textile, Général Electric, United Aircraft etc... Par ailleurs le Québec possède de nombreuses richesses naturelles mais - bois, pâte à papier, électricité aluminium, asbeste, fer, cuivre sont entre les mains des Américains... Parallèlement dans les années 60 la lutte pour la libération nationale connaît un regain de vigueur, et conduit entre autre le parti de René Lévesque à obtenir la majorité au parlement le 16 novembre dernier. L'oppression nationale ressentie sous son aspect économique, politique et culturel est une donnée constante de toutes les luttes populaires qui se vivent aujourd'hui au Québec et la chose n'est plus qu'une affaire de devoir changer de ligne selon que l'on s'adresse à la maîtrise ou aux camarades de travail. Les résultats électoraux le montrent, ce sont les couches populaires de la majorité francophone (ouvriers, salariés, agriculteurs) qui ont donné la victoire au parti québécois indépendantiste.

Ce dernier était rapidement devenu l'opposition officielle du Québec. Il a bénéficié du tremblement important qui est la conscience nationale du peuple québécois et a également cristallisé les mécontentements dans la population. Celle-ci lassée, par la gestion d'un parti libéral, au pouvoir depuis 70 (apparemment c'était l'Union nationale, autre parti bourgeois) totalement soumis à l'impérialisme, discrédité par les scandales, la corruption, les lois anti-ouvrières, anti-sociales, le renforcement du potentiel répressif de la "province" etc...

Depuis sa création en 69, le PQ a offert d'acquiescer comme le défenseur des opprimés, sa base militante est incontestablement populaire, il a le soutien des syndicats qui se sont félicités de sa victoire.

.../...



Malgré tout cela le PQ est un parti bourgeois, qui n'avance qu'un réformisme timide pour se démarquer des "vieux partis" et garder le lien avec sa base. Le PQ n'a jamais remis en question le capitalisme, ses instances dirigeantes comptent plusieurs anciens ministres ou sous-ministres des anciens cabinets bourgeois, R. Levesque lui-même est un ancien ministre libéral.

Le verbatim pro-ouvrier du parti québécois a été une première fois mis à l'épreuve en novembre 71 quand il a carrément refusé son appui à des travailleurs qui se battaient contre un monopole, la Presse, réputé pour son anti-syndicalisme féroce. En mai 72 c'est la plus grande mobilisation ouvrière sur le continent nord-américain depuis longtemps. Un front commun inter-syndical est formé ; des rayages massifs contre la politique anti-syndicale du gouvernement et pour protester contre l'emprisonnement de 19 dirigeants syndicaux. Le PQ lance un appel au calme, en fait à la capitulation.

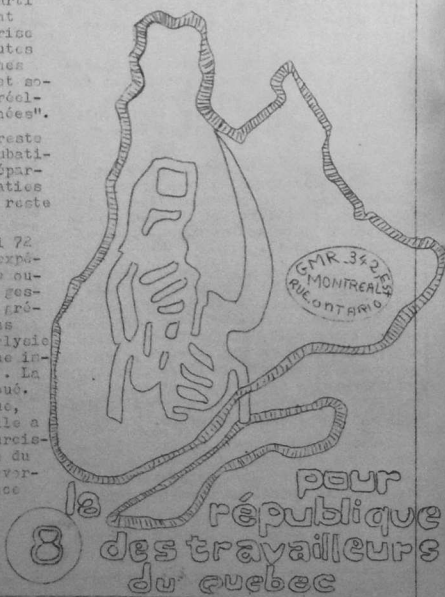
"A tous les syndiqués, enfin spécialement ceux qui sont membres du Parti Québécois nous demandons instamment de ne pas compromettre dans une crise insoluble et auto-destructrice toutes les chances chaque jour plus proches du véritable renouveau politique et social auquel tant d'entre-eux ont réellement travaillé ces dernières années".

Le Québec bien plus que sur le reste du continent Nord-américain la combativité ouvrière est réelle ; mais, éparpillée contrôlée par des bureaucraties syndicales très réformistes, elle reste sans perspectives politiques.

Lors de la grève générale de mai 72 dont nous parlons au-dessus, des expériences assez réussies de contrôle ouvrier ont cependant vu le jour : gestion directe des services par les ouvriers, intervention organisée dans l'information journalistique, paralyse complète de trois villes de moyenne importance, partition municipale etc... La grève a duré une semaine et a échoué. Par la répression qui s'est abattue, ainsi que par le champ libre qu'elle a laissé à la bourgeoisie dans le durcissement de sa politique (liquidation du droit de grève) cette expérience vertueuse a durablement fait sentir l'absence

d'un parti ouvrier, engagé dans une lutte sans merci contre le capitalisme.

Cette absence explique aussi le vote des couches populaires vers le PQ qui, en dépit de sa nature, incarne pour beaucoup le changement. Il faut dire qu'au Québec la bourgeoisie française n'est pas très importante. Le capitalisme a toujours été très majoritaire entre les mains anglaises puis américaines. Le capitalisme apparaît confusément comme un mal porté par les oppresseurs anglophobes. (l'arrivée du PQ au pouvoir pourra donc avoir à ce titre un rôle éducatif pour les masses québécoises) : elle leur permettra de comprendre, par l'expérience que les exploités aussi sont québécois et que la liquidation de l'oppression qu'ils subissent ne peut être obtenue sans que le prolétariat québécois se dégage de la collaboration avec la bourgeoisie et prenne en main pour son propre compte, dans des organisations de classe indépendantes, la lutte pour le Québec libre et socialiste.



## Luttes ouvrières

# BREIZ: le fond de la crise ?

### TOUTS LES CORDS SONT BATTUS

Octobre-Novembre 76 marquent été parmi les mois les plus noirs que la Bretagne ait jamais connus sur le plan de l'économie et de l'emploi.

Les chiffres du chômage sont tombés pour Octobre : il y a maintenant 50721 chômeurs officiels dans les 4 départements de la Bretagne administrative : 000 de plus qu'en Septembre, 10 % de plus en un mois. Jamais ses chiffres n'avaient été atteints.

Les départements les plus touchés sont le Finistère et le Morbihan qui se retrouvent avec 1400 chômeurs de plus en un mois.

### DE NOUVELLES ENTREPRISES MENACÉES

Plusieurs entreprises viennent d'ajouter à celles qui étaient déjà sous la menace ou touchées par des licenciements collectifs :

QUELONNEUR à Landernau : une entreprise de bâtiment, travaux publics (500 salariés) où 100 licenciements sont prévus par le plan de redressement récemment adopté.

FOLLON, papeterie implantée à Scaër et Quimper où 500 ouvriers sont en chômage partiel et 200 licenciements prévus avant la fin de 76.

COOPAGRI, coopérative agricole implantée dans toute la Bretagne, dont le département lait va être rentabilisé par la suppression d'une centaine d'emplois à St Briouac, Landernau, St Jean Morlaix.

Les A.F.O. de Frost (Réparation Navale) : les travailleurs avaient jusqu'ici réussi à écarter les menaces de licenciement grâce à une combativité exemplaire, mais le danger est de nouveau très proche : le plan de sauvegarde de l'emploi signé le 4 juin expire fin Décembre. Des dizaines d'ouvriers ont dépassé le plafond légal du chômage partiel (500 h dans l'année). Le patronat va certainement tenter des licenciements massifs.

### LA FRANCHISE DU PATRONAT

En face de cette situation la position du patronat et de la bourgeoisie a le mérite de la franchise : on a vu récemment comment Ceyrac (CNPF) et Beuilac (ministre du travail) avaient fait chorus pour préconiser les licenciements aux entreprises en difficulté.

En Bretagne non plus la bourgeoisie ne fait pas d'effort pour déguiser la situation. Lors de la récente réunion d'Ouest-Atlantique (association patronale pour le développement industriel de la région), le délégué général Voizard a multiplié les mises en garde contre tout optimisme inconsidéré en révélant que 3200 emplois industriels avaient disparu en 75 en Bretagne et que les réalisations 76 et 77 seraient du même ordre. Les carnets de commandes des entreprises de l'Ouest n'étaient guère chargés en 76, ils le seront encore moins en 77 et AVANT CINQ ANS IL NE SERAIT PAS RATIONNELLE DE COMPTER



**SUR UNE AMELIORATION SENSIBLE** En 73 il aurait fallu créer dans l'Ouest 10 000 emplois industriels nouveaux et nous arriverons peu-être péniblement à 2500, alors qu'en 72, 9000 avaient été créés.

On ne peut être plus franc. La crise de l'an dernier n'était qu'une répétition. On est bien au bout du tunnel : à l'entrée !

#### LES LUTTES AU CREUX DE LA VAGUE ?

Il faut bien dire que la riposte ouvrière à cette dégradation sans précédent de la situation n'est pas, pour le moment à la hauteur.

Le 23 Octobre, à Nantes, nous étions 40 000 dynamiques et combattifs. C'était de loin la plus importante manif de tout l'hexagone ce jour-là.

Mais depuis ? Le mois qui s'est écoulé n'a apporté aucune victoire significative dans les luttes ouvrières en Bretagne.

#### DES LUTTES DANS L'INFERNO

Les luttes les plus importantes engagées en Bretagne souvent depuis plusieurs mois plétinent sans aboutir.

Rien n'est réglé à la SICOMA St Nalo (chantier naval) où les 450 travailleurs menacés de licenciement se battent pourtant de toutes leurs forces depuis 19 mois, occupant notamment un bateau qu'ils avaient construit : Le Magellan.

Rien n'est réglé à TRANSOCEAN Brest (textile) où l'occupation dure depuis 24 semaines sans résultat.

Aucune solution non plus à LORVAL (chaussures, Rospenden) où la fin de la période d'indemnisation à 90 % approche.

Même situation à Fougères (article ci-dessous).

#### DES DEFAITES

Plus grave : certaines luttes pourtant combattives, se sont terminées sans aucun acquit : la grève des RESTAURANTS UNIVERSITAIRES de Rennes et Brest, brisée au bout de 2 semaines par l'intransigeance absolue du Pouvoir et la non-extension aux autres villes. La Grève d'UNICOPA Carhaix : les travailleurs de cette laiterie avaient pourtant pris soin de continuer le ramassage du lait pour ne pas léser les paysans, ils se bornaient à faire la grève de sa transformation. Mais quand la direction a mis hors d'usage les installations de collectage, au bout de 3 jours la grève s'est arrêtée...

#### UNE VAGUE DE REPRESSION

En même temps le patronat redouble d'agressivité à l'égard des syndicats et militants combattifs. Le tableau de chasse aux délégués s'enrichit de semaine en semaine : à la C.N.T. Morlaix (transports) le délégué CGT a été licencié après accord du Secrétaire d'Etat aux transports pour un motif incroyable, on avait trouvé dans son car un voyageur sans billet... à Quimper, chez LE COZ et MAHE (transports) 2 délégués CFDT ont été licenciés pour des motifs du même ordre avec l'accord d'un comité d'entreprise qui ne représente plus la majorité du personnel. Chez AMMILLE à Brest (mécanique) dans une entreprise où le rapport de force était jusque là très favorable aux travailleurs le délégué syndical CFDT a été mis à l'aporte pour des motifs parmi lesquels figurait son "attitude narquoise". La riposte a été faible surtout à cause des hésitations de la CGT à accepter l'unité d'action.

10

.../...

#### DES EXEMPLES POUR UNE RIPOSTE EFFICACE

Le bilan des dernières semaines n'est cependant pas entièrement négatif. Ici et là des expériences intéressantes sont faites, qui montrent la voie d'une riposte efficace au défi de la bourgeoisie.

#### PRODUCTION SAUVAGE

Dans plusieurs luttes l'expérience des LIP commence à porter ses fruits.

Chez Gautier à Nantes (Carquois) les travailleurs ont fait fonctionner l'usine pendant trois jours pour leur propre compte : ils ont fabriqué des étagères vendus en soutien à leur lutte.

#### CONTROLE OUVRIER

À la laiterie COOPAGRI de St Eriec les 45 ouvriers et ouvrières menacés de licenciement par le projet de fermeture de leur usine ont trouvé une riposte originale pour montrer leur détermination et faire échec à tout début de mise en oeuvre du plan de fermeture : ils ont de fait pris le contrôle de l'usine : ils décident eux-mêmes de leurs répartitions dans les différents postes de travail ; ils choisissent leurs horaires ; la fabrication de yaourts continue comme avant, à ceci près que la direction est hors-circuit. L'inspecteur de lois sociales en agriculture venu constater à cet effet cela un "substitution d'autorité".

#### AUTO-REDUCTION VENTES DIRECTES

Dans le domaine de la lutte contre l'austérité, des expériences intéressantes apparaissent également. A Nantes (Quartier Nord) des locataires ont décidé l'auto-réduction de leurs impôts locaux ; ils refusent de payer plus cher, pour des appartements équivalents, que les locataires du centre-ville. A Nantes encore (Quartier des Bervallières) des ventes directes de légumes ont été organisées conjointement par un collectif d'animation et des paysans travailleurs. Ce sont-là autant d'éléments qui montrent ce qui serait possible ; mais la période actuelle n'est pas propice aux luttes exemplaires isolées. Toutes ces expériences ne mèneront à la victoire que si les travailleurs dans leur masse s'en emparent comme d'autant d'exemples pour développer une riposte d'ensemble au plan du chômage et d'austérité de Giscard Barre. Et créer les conditions de leur défaite.

Suite de la page 12

combattivité a été un frein dans l'unité des travailleurs de la chaussure - la rupture du "front syndical fougérois" (CFDT-CGT-CFIC-FO), après l'échec de la journée-ville morte, a empêché toute mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière locale vu le poids dont peut encore disposer FO sur la ville. Ceci explique comment le rapport de force s'est peu à peu dégradé contre les travailleurs, et ce malgré tout le dynamisme et l'imagination que les récs ont montré et montrent encore pour populariser leur lutte. Aujourd'hui, malgré le nombre considérable d'actions entreprises (manifestation de rue, journées portes-ouvertes, galas de soutien, vente de chaussures, réunions de quartier) les travailleurs de Réhault sont toujours relativement isolés sur la ville, malgré leur combativité qui demeure intacte, ils n'ont jamais pu construire, seuls, un rapport de force capable d'imposer aux pouvoirs publics des solutions garantissant leurs revendications. De puis septembre, un nouveau front syndical s'est reconstruit dans la perspective de la venue à Fougères de De l'Étoile (haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie) et sur la base de la création de 1000 emplois par l'implantation rapide d'une entreprise nationaliste. De l'Étoile était à Fougères le 26 Novembre. Une manifestation de 1000 personnes a eu lieu ce jour-là, mais rien de concret n'a été obtenu des pouvoirs publics. Nous reviendrons dans le prochain numéro sur la lutte des Récs et ses perspectives.

11

## Luttes ouvrières

### FOUGERES...

Depuis 75 les chaussonniers, de Fougères ont renoué avec la tradition de lutte de leurs aînés, vaincus en 1932 après 8 mois de grève.

#### LA CRISE DE LA CHAUSSURE

Le secteur de la chaussure connaît une grave crise structurelle depuis la fin des années 60. Cette crise qui se traduit par la fermeture de nombreuses usines (le nombre des usines françaises de chaussure ont passé de 850 à 550 en 10 ans) est le résultat d'une double évolution :

- l'apparition dans la branche de trusts multinationaux (André, Eran, Bata, Génesco) qui utilisent des méthodes de production ultra-compétitives.

ainsi tandis que Bata peut acheter une machine de 100 millions qui monte 180 paires à l'heure avec 3 ouvriers, le petit patron fougérois est obligé de s'en tenir, à une machine qui monte 100 paires avec 15 ouvriers.

- La restructuration de la branche au niveau international. Depuis 5 ou 6 ans, devant la montée des luttes ouvrières en Europe les trusts de la chaussure ont entrepris une réorientation fondamentale de leur politique. Désormais, ils installent leurs unités de production dans les pays du tiers-monde (Argentine, Brésil, Maroc, Hong Kong) et ont ainsi abaissé leur coût de production, de sorte qu'ils inondent le marché de chaussures à bas prix. Ceci d'autant plus qu'ils ont investi dans le même temps dans la distribution.

#### LA RIPOSTE OUVRIÈRE

De cette crise les travailleurs ne sont nullement responsables, et ils ont bien montré depuis 75 à Fougères qu'ils n'entendaient pas en faire les frais.

En 75 alors qu'il ne s'agissait que de menaces de licenciements, ils sont descendus massivement maintes fois dans la rue. Depuis le début 76, ils menent la lutte dans leur usine.

Début 76 a en effet été une hécatombe pour la chaussure, le 28 Janvier Réo déposait son bilan, le 17 Février c'était le tour des talons Maunoir et 6 jours plus tard celui de Morel. Au total 1150 travailleurs licenciés. En quelques jours Fougères, qui comptait déjà 1200 chômeurs passait à 2300 chômeurs pour 11000 salariés, tandis que les autres boîtes de chaussures connaissaient des périodes de chômage partiel.

La situation cette fois devenait intolérable...

Mais la riposte ouvrière n'a pas été à la hauteur de l'attaque contre l'emploi, et ceci pour 2 raisons essentielles :

- la différence de combativité entre les 3 usines touchées, Morel et Maunoir acceptant des reprises partielles, tandis que Réhault continuait à se battre sur le refus de tout licenciement. Cette inégalité...

Surprise - suite page 11!

12

## REPONSE A CHARLES HERNU

Nous publions ci-dessous la réponse que le CLIM d'Erdeven a écrite à Ch. Hernu à la suite de la violente attaque à laquelle celui-ci s'est livré dans les colonnes du Nouvel Observateur. Elle vous paraît significative de la richesse politique des luttes anti-nucléaires.

Oui, M. Hernu, il existe une écologie de droite. Il est vrai qu'au congrès Survie Belgique en Décembre 75 des thèmes néo-fascistes ont été développés. Il est vrai qu'il existe des R.I. défendant leurs intérêts pour leur chasse à courre, et des illuminés préconisant le jeûne et l'intériorisation contre les radiations. Il existe des mouvements écologistes de droite qui défendent leurs privilèges contre des municipalités de gauche, et, il existe encore des mouvements écologistes de gauche qui s'opposent à des municipalités de gauche pro-nucléaires.

Mais nous sommes sidérés de voir qu'un homme qui occupe des responsabilités importantes dans un parti de gauche puisse se livrer à un amalgame aussi sommaire que celui-ci :

"En Suède comme en France (l'écologisme) est un thème conservateur et de plus en plus réactionnaire" etc...etc... Une telle analyse montre à quel point vous êtes coupé dramatiquement de la réalité des luttes écologiques en France.

Vos appréciations sur "les prétendues associations de défense" ne peuvent en rien s'appliquer à tous ces comités populaires de lutte écologique et antinucléaire sur le terrain de Braud à la Hague, de Malville à Plogoff et Erdeven. Ces comités regroupent des milliers de gens qui ne sont militants ni de gauche ni de droite, et des militants P.S. et P.S.U. (réactionnaires et conservateurs sans doute). Contre l'E.D.F. et un gouvernement de droite qui voulaient imposer une centrale nucléaire sur leurs terres, ils ont fait dès le début de leur lutte, comme le JO REUN de l'écologie sans le savoir. Puis de la politique sans le savoir, et en prenant en mains les affaires de leur canton, ils ont fait de l'autogestion sans le savoir. Maintenant ils le savent. Et dans des textes nombreux et sans équivoque (plate-forme de Porsmoquer de la Fédération des CMM de Bretagne), ils expriment des positions qui se sont forgées dans la pratique et qui laissent derrière elles les positions de la gauche traditionnelle. Il nous paraît très inquiétant que vous n'ayez pas une vision plus claire du contenu politique de ces luttes. Car, le projet qu'elles portent en elles est en avance d'une société sur le socialisme - réactionnaire - de - l'héritage - nucléaire - capitaliste que vous présentez.

"Il faut avoir une conception socialiste de l'énergie nucléaire ?" dites-vous. Quelle conception ? Le P.S. se dit opposé à la filière américaine et appose au sur-générateurs, mais en clair, le P.S. au pouvoir assurera l'héritage nucléaire capitaliste : les centrales Westinghouse. Et qu'en sera-t-il du Super-phénix ?

Ne vous étonnez pas que nous adoptions un comportement antinucléaire, y compris devant les propositions socialistes. Nous estimons que c'est une grave signification que de faire croire aux

13

.../...

travailleurs, aux militants, à l'opinion que les risques d'accident seront éliminés par un contrôle de sécurité socialiste, de faire croire que les effluents des centrales socialistes ne seront plus des nuisances majeures, que les déchets radioactifs socialistes seront rendus inoffensifs.

Il est dramatique que vous n'ayez pas compris que le nucléaire ne pouvait être engendré que par la technologie capitaliste, qu'il représentait le point culminant de la division du travail, l'outil nonautogréable par excellence, la machine à produire l'inutile (comme les armes) sur laquelle vit le capitalisme (le nucléaire n'est pas fait pour produire de l'électricité) et une nouvelle organisation du international capitaliste. Vous auriez dû être à la pointe de ce combat organiquement et politiquement.

L'abandon radical du nucléaire que nous préconisons au profit des ressources inépuisables de l'énergie solaire et éolienne, des marées, combinée avec l'utilisation de la géothermie (raisonnable), du pétrole et du charbon est UN CHOIX POLITIQUE.

Ce choix entraîne un projet de société radicalement différent, où qualité de la vie et auto-gestion, décentralisation et contrôle populaire de la production ne sont pas des slogans creux (pas de plutonium pour faire joujou avec la force de frappe dans une telle société, M. Hernal).

Et votre acceptation du nucléaire parmi d'autres techniques, ne peut que nous faire douter de la société socialiste que vous nous proposez, M. Hernal.

Mais c'est réellement la conviction profonde de tous les membres du P.S. ? Certains voient que nous entendons dans vos rangs peuvent nous en faire douter, qui préconisent : "Une technologie décentralisée, pacifique, fondée sur le développement d'innovations sociales plus que sur une innovation énergétique, sur le développement des rapports non marchands plutôt que sur des rapports marchands". J. ATTALI OCT. 75.

CHANGER DE VUE a un sens profond parmi les militants écologistes et antinucléaires, M. Hernal. Un projet de société mûrit chaque jour, nourri des réflexions et des débats issus de nos pratiques. Nous pensons que les socialistes ne doivent d'y participer. Si les voix qui vont dans ce sens, se font entendre parmi vous, elles pourraient éviter au P.S. de figurer aux yeux des hommes parmi les défenseurs d'une industrie qui met en péril l'humanité.

C.L.I.N. ERDEVIN



14

## Coupure De Courant Et Centrale Nucleaire

Tout d'abord, obligatoirement, un peu de technique car les problèmes de production et de distribution d'électricité ne sont pas simples.

Le réseau de distribution qui couvre tout le territoire de l'hexagone est entièrement raccordé. Toutes les usines de production débient sur ce réseau unique.

Les techniciens de l'E.D.F. doivent prévoir les consommations et font tourner le nombre d'usines nécessaires pour assurer cette production, plus quelques unités supplémentaires afin de pallier aux éventuels incidents, ou erreurs d'appréciation (ce qui constitue la réserve tournante).

Le réseau est divisé en plusieurs boucles reliées entre elles en temps normal, mais qui peuvent, pour chacune d'entre elles, être séparées du réseau général. Cette possibilité est utilisée lorsque le manque de production risque de faire s'écrouler l'ensemble du réseau. Une ou plusieurs régions sont "sacrifiées" afin de permettre au reste de tenir le temps de trouver des productions supplémentaires.

Que c'est-il passé ce fameux soir de la coupure ?

En cette période de forte hydraulicité, toutes les usines des cours d'eau et de barrages fonctionnent à plein régime. L'eau étant gratuite c'est une bonne affaire. Les centrales nucléaires en état de marche tournent aussi à bloc. Tandis que les centrales au fuel apportent le complément et assurent la "réserve tournante".

Depuis la décision gouvernementale d'économiser les produits pétroliers, la "réserve tournante" a été réduite au point que sur gros appel d'énergie non prévu, la production ne peut faire face alors qu'aujourd'hui cela se passait sans problème.

Or donc, ce jour-là, les chauffages de nuit (à des tarifs heures creuses) se sont mis en service comme tous les jours, tous ensemble vers 23 h. Le film projeté à la télévision, contrairement aux horaires habituellement pratiqués en semaine, n'était pas encore terminé et la plupart des téléspectateurs étaient toujours en marche. Gros appel de puissance, "réserve tournante" insuffisante, il n'en fallait pas plus.

Dans un premier temps, il y a eu chute de tension brutale dans les points les plus éloignés des usines de production et donc déclenchement automatique des postes Haute-tension à la pointe de la Bretagne, puis dans un deuxième temps ouverture volontaire des disjoncteurs des lignes alimentant une autre partie de la Région Ouest, ceci afin de permettre le retour à une tension normale sur le reste du réseau. La région Bretonne a été "sacrifiée" afin de permettre aux autres de tenir.



13

Figure à Gola (M. Hernal)



Les techniciens de l'E.D.F. ne sont donc pas à l'origine de l'incident mais bien la décision prise d'économiser le fuel qui ne permet plus de couvrir suffisamment les risques.

Faut-il donc une grosse usine de production à la pointe de Bretagne ?

Jusqu'au jour de l'ouverture de la campagne pour le nucléaire, les cadres de l'E.D.F. ont toujours affirmé que non. L'important pour eux est de couvrir les besoins et ils peuvent (affirment-ils) parfaitement être couverts à partir d'un seul site d'injection sur le littoral Bretonne (Gantes, Cordouais et Chevire), à condition d'avoir un réseau de transport suffisant. Les syndicats de l'E.D.F. réclament plusieurs points de production autour de la pointe, plus faibles, plus à l'échelle humaine, mais ils se sont toujours heurtés au refus de la direction qui trouve financièrement son compte en suréquipant un seul site plutôt que d'en élever plusieurs plus petits.

Ces données n'ont pas varié, mais la décision de construire d'énormes centrales nucléaires a fait que soudain la pointe Bretonne offre un gros intérêt. Il faut rechercher des sites solides, avec beaucoup d'eau de réfrigération et à l'abri des grands courants pour laiter les risques en cas d'accident. Il est évident que le Finistère répond à ces critères. Qu'il porte s'il faut ensuite construire d'énormes lignes à haute tension pour évacuer les torrents d'énergie qui n'auront pas leur utilisation sur place.

La campagne se poursuit de l'autre jour est et sera utilisée pour faire admettre l'idée de la nécessité absolue d'une usine nucléaire en bord de mer. Bientôt, alors deux ou trois concours de cet ordre et c'est la population qui souffrira pour imposer cette construction.

Quelle solution ?

Il n'y en a pas dans le cadre du système capitaliste. Pour ne pas vivre il lui faut fabriquer et vendre, n'a pas le quoi mais vendre. La société de consommation a ses exigences et crée artificiellement des "besoins".

14

QUELQUES CHIFFRES

- La consommation actuelle des 4 départements bretons est d'environ 1 000 mégawatts.
- La centrale de Cordouais-Chevire peut fournir actuellement 600 Mw. Elle fournira l'an prochain 1 400 Mw.
- La centrale nucléaire que le Pouvoir veut implanter à Floumouzer produirait à elle-seule 5 200 Mw 5 fois la consommation actuelle de la Bretagne...
- Tous ces projets reposent sur les provisions du doublement de la consommation dans les 7 ans : là est le "choix de société"....

que chacun cherche ensuite à satisfaire. Ces "besoins" nécessitent de l'électricité, encore de l'électricité. Ceux qui acceptent ce type de société doivent aussi accepter le nucléaire faute de quoi il leur sera impossible d'atteindre le niveau de consommation qu'ils visent.

Pourquoi donc les partis du programme commun sont-ils si timorés dans l'action contre le programme nucléaire? Parce que la société qu'ils souhaitent bâtir ressemble comme une soule jumelle à celle que nous connaissons actuellement, parce que pour eux le socialisme, c'est la société de la grande bouffe et que pour le réaliser il faut gaspiller aussi des masses d'énergie. Ils ont besoin du nucléaire.

Lutter contre le nucléaire, lutter contre la propagande qui en est faite, c'est mobiliser les masses, c'est leur proposer de construire un autre type de société où le bonheur de l'être humain ne sera pas proportionnel à la quantité de marchandises qu'il pourra consommer.

La lutte antinucléaire est une lutte révolutionnaire, ne courtons pas sur les partisans de la société de consommation pour la changer.

Un camarade de l'E.D.F.

Dossier

# POURQUOI DES LUTTES POUR LA LANGUE

Beaucoup de gens partagent encore actuellement la croyance selon laquelle il y aurait des langues plus modernes que d'autres, plus aptes à exprimer l'évolution de la science et du monde actuel. Croyance qui ne repose sur rien de sérieux et qui est en grande partie l'héritage de la bourgeoisie du XVIIIème siècle, pour qui le français était "la langue des lumières", et toute autre forme de parler forcément barbare et obscurantiste.

Aussi a-t-il longtemps paru normal (et cette idée n'a pas encore totalement disparu) d'imposer le français à ceux qui ne le parlaient pas (minorités nationales de l'hexagone, peuples colonisés) afin de leur "apporter la civilisation" et de les "faire accéder à la culture". Etant bien entendu qu'il n'y a de culture que celle du dominateur, tout le reste n'étant que barbarie et sauvagerie.

En France, les efforts pour imposer une langue unique sont anciens et antérieurs à la prise du pouvoir par la bourgeoisie. Cette politique a d'abord été pratiquée par les rois, dans un souci d'organisation rationnelle du pouvoir politique qui impliquait centralisation et uniformisation sur le modèle de l'empire romain. C'est par référence de cette logique qu'il faut comprendre l'édit de Villers-Cotterêt de 1537, imposant l'usage du français pour tous les actes officiels.

La bourgeoisie a ensuite repris à son compte cette tâche d'uniformisation administrative et politique, et de plus elle a entrepris l'uniformisation des esprits et de la pensée, en imposant du français (précisément d'un seul type de parler français : celui des salons parisiens) le plus tôt possible dans le développement de l'individu, c'est-à-dire dès l'enseignement primaire.

Il faut prendre à la lettre la formule "uniformisation de la pensée". Ça veut dire : obligation de penser comme la bourgeoisie ou de ne pas penser du tout. C'est bien ce qui était sous-entendu dans les débats de la Convention en 1794 sur les problèmes de la langue, même si c'était masqué sous une phraséologie révolutionnaire, et c'est bien ce qui s'est passé en effet.

On ignore ou on oublie trop souvent qu'une langue n'est pas seulement un outil de communication, mais aussi "un véhicule de culture, fondant l'identité collective d'un groupe" (Yves Fassin). Priver une collectivité de l'usage de sa langue, c'est la priver de ses cadres de référence mentaux, c'est la priver de la possibilité de penser par elle-même, avec ses propres instruments conceptuels, et de se dire d'accord (ou pas) en connaissance de cause avec des visions du monde ou des orientations proposées par d'autres cultures. Remplacer une langue par une autre, ce n'est pas remplacer l'usage d'un outil neutre par un autre outil neutre, c'est se livrer à une déshabitude mentale. Ça donne des peuples dominés, passifs et dociles, acceptant tout parce qu'ils n'inventent plus. "français, langue d'esclaves," criaient les algériens lors de révoltes récentes.

17

.../...

Les distingués bretonnants du XIX<sup>ème</sup> siècle, comme La Villemarqué ou Le Goudec, se sont intéressés au breton comme des collectionneurs d'objets d'art. Ce qu'ils ont fait est loin d'être négligeable, mais ils ne se sont pas intéressés aux rapports qu'entretenaient avec leur langue les travailleurs bretons. De même en Occitanie beaucoup de notables ont participé au mouvement des Félibres mais ont aussi appuyé les efforts de Jules Ferry et de ses successeurs pour imposer le français dans l'enseignement. La sauvegarde des antiquités est chose trop sérieuse pour être confiée aux classes populaires.

La position actuelle du PC semble moins caricaturale et plus moderne, mais finalement ça revient au même. Jacques Charbax récemment en Bretagne et Maurice Verdier pour les fédérations Languedoc-Roussillon expliquent que les "langues régionales" font partie du patrimoine culturel de la France et qu'à ce titre il faut le sauvegarder (comme n'importe quel monument historique témoin d'une étape dépassée) mais que le mouvement culturel n'est pas à se mêler de politique et encore moins à rallier leur combat à celui pour la reconnaissance des droits des minorités nationales.

Lorsque nous parlons de luttes pour la langue, c'est ce genre d'attitude que nous refusons. Le domaine de la langue ne peut pas être réservé à une élite de collectionneurs, ni réservé à des ethnologues et à des historiens. Le problème de la reconnaissance et du développement des langues minoritaires ne peut être que l'affaire des travailleurs dont la langue est le moyen d'expression et de communication quotidien. Ceci d'autant plus qu'en Bretagne la langue n'a pas été parlée par des classes dominantes (ça ne lui donne pas un "statut" plus "progressiste", une telle interprétation serait absurde, ça simplifie les problèmes, c'est tout).

On se rend de plus en plus compte maintenant de l'importance des luttes sur le terrain culturel et du fait qu'elles ne sont pas accessoires mais partie intégrante des luttes des travailleurs pour leur libération (de classe et nationale). C'est le montre l'article ci-joint de nos camarades irlandais. C'est pourquoi nous affirmons que TOUTE LUTTE POUR LA LANGUE EST UNE LUTTE POLITIQUE. Pour les travailleurs des minorités nationales, maintenir et reconquérir leur langue, c'est retrouver leur dignité par delà la honte qu'on leur a donnée de "parler la langue des vaches et des cochons" (comme disaient les instituteurs français aux parents d'élèves bretonnants), c'est maintenir et reconquérir leur identité face à une uniformisation silencieuse, c'est affirmer leur droit à disposer d'eux-mêmes et à maîtriser leur existence et leur histoire avec leurs propres outils intellectuels, face à la langue et à la culture par la bourgeoisie française.

Cette lutte pour la langue ne peut pas passer uniquement par le canal de l'école. S'il est utile de dénoncer les résistances et les contradictions de la bourgeoisie dans le fait que la loi Deixonne (qui parle d'ailleurs de langues régionales et non pas de langues nationales) n'a pas les moyens de son application (pas de professeurs spécialement pour cet enseignement, d'od volontarisme, bricolage et en fin de compte sabotage), il serait dangereux d'entretenir l'illusion selon laquelle le problème sera résolu quand les langues minoritaires auront obtenu la parité avec les langues étrangères et feront l'objet de licences d'enseignement. Si le breton est enseigné comme le latin, avec le même caractère contraignant, dans le monde clos de l'école, sans que ça corresponde à une pratique sociale, le combat sera perdu. En Irlande, le gaélique est

18

- suite page - 30

.../...

## CULTURE ET REVOLUTION

(Le texte qui suit a été écrit par un républicain irlandais. Bien qu'il ne représente pas la position du "Mouvement pour la République socialiste" (section irlandaise de la Ligue Internationale, il a néanmoins été publié dans "The Plough" (la Charrue) journal du P.S.I. comme contribution au débat sur les luttes culturelles).

En Irlande, le combat pour le socialisme prend et continuera de prendre la forme primitive de lutte de libération nationale, lutte du peuple irlandais pour son autodétermination. C'est dans cet éclairage que les marxistes irlandais doivent évaluer la justesse du mouvement de résistance culturelle.

Le mouvement de résistance culturelle en Irlande ne vise pas à la préservation de particularisme national car il se rend compte du fait que certains aspects de la culture irlandaise sont réactionnaires (par ex : la dévotion cléricale, les attitudes rétrogrades envers les femmes, etc) et même parfois reflètent le monde dont l'impérialisme a perverti la culture irlandaise. Le mouvement de résistance cherche à contrer les effets culturels réactionnaires de l'impérialisme en Irlande en reprenant l'image de la langue gaélique, en promouvant la littérature irlandaise, la musique, etc, en obtenant la plénitude des droits démocratiques pour ceux qui paient le gaélique dans le cadre du système éducatif pour la bagarre contre diverses bureaucraties, et en obtenant un accès légal à la radio et à la T.V.

Pourquoi devons-nous soutenir ces revendications ? D'abord parce qu'il s'agit des droits démocratiques d'une nation, que nous devons soutenir par principe, mais il faut aller plus loin. Bien que comme marxistes nous comprenions que les caractères généraux de ces formes de culture sont en dernière analyse déterminées par des rapports économiques, nous comprenons aussi, parce que nous ne sommes pas économistes qu'ils sont relativement autonomes en raison de l'existence de nombreuses médiations entre eux et les rapports économiques et que, en conséquence, la lutte culturelle peut jouer un rôle indépendant dans le processus révolutionnaire. Dans l'histoire irlandaise, le déclin de la langue et de la culture n'est pas dû seulement à des causes économiques qui ont fait que l'anglais est devenu la langue des moyens de production et de ce fait la langue de l'accumulation sociale et économique. Il a été aussi la conséquence d'une campagne délibérée de l'impérialisme britannique, aidé par la hiérarchie catholique romaine, pour la destruction de la culture irlandaise, afin de provoquer un déracinement politique qui découragerait toute résistance et faciliterait l'exploitation économique.

19

James Connolly était conscient de cela lorsqu'il écrivait : "Des races, ethnies qui abandonnent leur langue pour adopter celle d'un oppresseur le font non pour des motifs altruistes, ni par esclavage ou servilité. Dans un esprit qui ne peut coexister avec l'idée révolutionnaire". Frantz Fanon a noté une tentative semblable du colonialisme en Algérie pour créer un complexe d'infériorité nationale en détruisant la langue et les coutumes du peuple, en s'en prenant "au passé du peuple opprimé pour le modifier, le défigurer et même le détruire".

Réciproquement, ce qui est une pure opposition culturelle à l'impérialisme peut donner une impulsion puissante aux luttes de libération nationale. Le combat culturel lancé par la fondation de COMRADE K. O'NEILL en 1899 aboutit à la guerre d'indépendance de 1916-1922. A une époque plus récente les luttes culturelles des peuples opprimés comme les Basques, les Bretons, etc, en Europe ou les Noirs et les Chicanos aux U.S... ont donné naissance à d'importantes luttes politiques.

Ceci arrive non seulement parce que les luttes culturelles relèvent le moral des peuples opprimés mais aussi parce que ceux qui participent à de telles luttes prennent conscience peu à peu de la nécessité d'une action politique pour obtenir un changement culturel. Et à ce stade de l'impérialisme, ils commencent à comprendre que c'est seulement la destruction du capitalisme qui permettra le développement culturel des peuples opprimés. Ils voient que l'impérialisme et ses laquais indigènes ne prendront pas le risque de l'indépendance culturelle, que le philistinisme (la sottise, la vulgarité...) des sociétés bourgeoises déclinantes ne permet pas des pas-temps aussi improductifs que la culture, et que le développement culturel exige une élévation du niveau de vie des masses impossible à réaliser dans le cadre des nations exploitées par l'impérialisme.

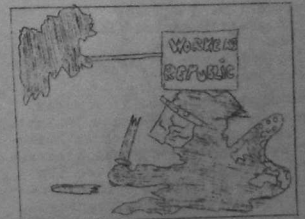
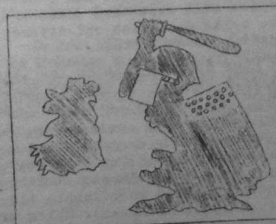
La résistance culturelle en Irlande commença seulement récemment à atteindre ces conclusions. Le soutien du bout des lèvres de nombreux gouvernements de l'Etat libre et les concessions limitées à l'égard des buts du mouvement culturel se transformèrent peu à peu en opposition ouverte au fur et à mesure que l'économie irlandaise passa de plus en plus sous le contrôle du capital étranger. Ceci a provoqué une radicalisation du mouvement pour la langue qui était jusqu'alors relativement intégré dans le système (en particulier par l'intermédiaire du ministère des zones de parler gaélique).

COMRADE O'NEILL a été un des premiers à manifester cette radicalisation en écrivant le pamphlet COMRADE K. O'NEILL'S CULTURAL STRIKE qui représente un tournant dans les mouvements culturels républicains et socialistes par leur opposition commune à l'impérialisme, parce que toutes ces luttes se renforcent mutuellement alors qu'elles ne peuvent aboutir séparément.

Il défendit d'illèle d'un retour aux conceptions de Connolly sur la "reconquête de l'Irlande" dans lesquelles s'incarne ce besoin d'une triple libération. Son exemple fut suivi par la principale organisation linguistique irlandaise COMRADE K. O'NEILL qui entra progressivement en conflit avec le gouvernement de l'Etat libre, non seulement à propos de la législation répressive, de la question nationale et des problèmes économiques et sociaux. A son congrès de 1972, "au Conradh" amenda sa charte pour dire que la conquête de l'indépendance culturelle passait par la libération nationale et le socialisme.

Une opposition restée relativement tranquille pendant 50 ans peut-elle impulser un mouvement de masse ? Je le crois. Au fur et à mesure que les intentions du gouvernement de l'Etat libre à propos des affaires culturelles deviennent plus claires, les sympathies passives de grandes masses du peuple irlandais, en particulier la jeunesse, peuvent se transformer en opposition active. Ces luttes culturelles renforceront la lutte pour la libération nationale du peuple, en donnant au mouvement révolutionnaire la possibilité de recruter (s'il intervient de façon appropriée), et indirectement en aidant à éliminer les aspects réactionnaires de la culture irlandaise tels que le cléricisme. (On peut relever une relation inverse entre le déclin de la culture irlandaise et la croissance de l'influence cléricale dans l'histoire de l'Irlande parce que le peuple commença à utiliser le Catholicisme comme marque de l'identité nationale quand une solide culture irlandaise a fait défaut).

Pour ces raisons, je crois que les marxistes doivent non seulement soutenir la lutte culturelle mais aussi y participer activement. Un marxiste qui refuserait cela au nom de l'internationalisme apporterait objectivement son soutien à la réaction et à l'impérialisme.



## IKASTOLAS EN EUZKADI

(Les écoles au Pays Basque)

Il existe deux sortes d'écoles en Espagne : les écoles religieuses, tenues par des sœurs, sont les plus nombreuses, et les écoles d'Etat où l'enseignement religieux est obligatoire. Mais il y a en Euzkadi d'autres écoles, les Ikastolas, où l'enseignement se fait en basque.

On en trouve dans toutes les villes et dans de nombreux villages, particulièrement dans les provinces de Guipuzcoa et de Biscaye. A l'origine toutes les Ikastolas se voulaient "populaires" : elles étaient financées par les parents mais aussi par les "sociaux" : ceux qui voulaient aider l'Ikastolas.

En Biscaye, de nombreux conflits ont eu lieu avec les juntas de direction, souvent contrôlées par le PNV (Parti nationaliste basque). D'autres conflits ont éclaté avec l'Eglise qui n'acceptait pas de perdre un secteur de l'enseignement. Mais aujourd'hui, les Ikastolas posent le problème de l'enseignement de l'Euzkera - le basque - non pas seulement dans ces écoles mais dans toutes les écoles d'Euzkadi, de l'imposition du bilinguisme, avec Euzkera comme première langue. Il s'agit là d'une revendication extrêmement importante en Euzkadi.

Un responsable des Ikastolas de la province de Guipuzcoa nous raconte ci-dessous son expérience.

Ikastolas, en basque, cela signifie littéralement : "entreprise pour apprendre".

Dans la province de Guipuzcoa on compte 72 Ikastolas : 22 000 enfants, 650 enseignants, 13 000 parents d'élèves, 3 000 "sociaux" (qui participent au financement de ces écoles). A peu près 8% de la population scolaire est donc inscrite dans les Ikastolas. Un chiffre que l'on comprend mieux quand on sait qu'en 1964 - 65, il n'y avait que 520 enfants dans ces écoles.

Les Ikastolas sont divisées en trois cycles :

- Eskolaurra : de 3 à 6 ans
- Education general basica (EGP) : de 6 à 14 ans
- Bachiller unificado polyvalente (BUF) de 14 à 17 ans.

Les Ikastolas sont nées, il y a dix ans, s'inscrivent d'emblée dans la lutte générale des classes opprimées en Euzkadi. Avant leur apparition, tout l'enseignement de notre pays était entre les mains d'étrangers, fidèles à la dictature. Il s'agissait d'une entreprise coloniale.

Nous avons commencé par créer des maternelles où l'on enseignait que le basque aux enfants. C'était relativement plus facile puisque, à l'époque, les maternelles n'existaient pas. Cependant ces écoles étaient clandestines puisqu'elles n'étaient pas reconnues par l'Etat.

Les premières difficultés sont apparues avec la création du cycle EGP. Il fallait obtenir la législation des écoles, afin d'obtenir l'équivalence entre les diplômes délivrés par l'école et ceux délivrés par l'Etat. Aujourd'hui c'est chose faite mais certaines Ikastolas, comme celle de Zarauz ont attendu pendant plus de six ans.

Pour être légalisées les Ikastolas devaient obtenir un "garant juridique", en général celui de l'Eglise.

Les Ikastolas ont été construites avec l'aide de tous les secteurs basques du pays : ce sont eux qui ont procuré les locaux et l'argent, fourni par les enseignants (les Iraskale ou Irdereno). Elles prennent la forme de coopératives ou sociétés anonymes et certaines reçoivent aujourd'hui, une subvention d'Etat



(dans le cadre de l'aide à l'enseignement privé). Mais pour pouvoir en bénéficier, il leur faut répondre à certaines conditions : il faut notamment que les Ikastolas enseignent jusqu'au niveau du bac et que les enseignants soient diplômés. Mais même ainsi ces subventions ne permettent pas de payer décemment les enseignants et parfois éclatent de graves crises financières comme à Zarauz ou à Lezarte.

Le gouvernement cherche depuis longtemps à former ces Ikastolas : à Zarauz il s'est attaqué à une école de 700 enfants et n'a pu être entretenu que grâce au soutien de la population.

Une Ikastola est dirigée par une junta formée de parents d'élèves. C'est la junta qui s'occupe des problèmes financiers et administratifs de l'école.

De gros efforts ont été faits par les iraskales sur le plan des méthodes pédagogiques. Mais il reste encore beaucoup à faire, surtout du fait de la très faible formation des enseignants. Aucune expérience n'avait jamais été réalisée à ce niveau. Nous avons eu des divergences avec certains groupes "gauchistes" qui militaient en faveur de la

laïcité totale, la transformation radicale des programmes, alors que l'enseignement religieux est obligatoire dans tout le programme en Espagne et qu'il s'agit d'une manière comme les autres lors des examens.

Mais par delà les divergences, le plus important a été de montrer que l'enseignement en basque était possible. Certes quelques matières sont encore enseignées en castillan (maths et sciences) mais elles sont en cours de traduction.

Mais, en Guipuzcoa, toutes les Ikastolas vont jusqu'à 14 ans, il n'y que deux centres qui aillent jusqu'au niveau du bac, à San Sébastian et à Pampelune. Neuf autres centres avaient demandé cette année l'autorisation mais celle-ci leur a été refusée. Il faut ajouter à cela la bataille pour la formation en Euzkadi d'une Université basque, car jusqu'à présent seules quelques matières sont enseignées à San Sébastian et à Bilbao. Pour les autres matières, il nous faut aller à Valladolid ou à Saragosse. Il existe une association de professeurs d'Ikastolas qui discute en ce moment des problèmes financiers et pédagogiques qui se posent eux. Des contacts ont été pris avec les enseignants des écoles d'Etat pour établir une plate-forme commune de revendications et peut-être construire un syndicat. C'est la première fois que de tels contacts sont pris mais ce n'est qu'un début.



GALLIKA

UNE IKASTOLA POPULAIRE

Celui qui nous parle n'est pas un enseignant, mais un ouvrier qui, après son travail, s'occupe de l'ikastola de la ville. Il lutte depuis plusieurs années contre la bourgeoisie nationaliste et contre l'Eglise pour que l'ikastola de Gernika reste populaire.

En 1955, il y avait cinq ikastolas en Biscaye; aujourd'hui, il y en a 35. Mais il faut se battre contre la bourgeoisie basque (la direction du PNV) qui finance la plupart de ces écoles et exige que l'enseignement soit traditionnel et religieux. Qu'importe ce qu'on enseigne aux enfants puisque l'enseignement se fait en basque. Se battre aussi contre l'Eglise car pour être légalisée et obtenir l'équivalence des diplômes, l'ikastola doit avoir un directeur pédagogique, qui bien sûr est toujours un curé.

La plupart des ikastolas de Biscaye sont des ikastolas "BOULGOLISAS". Les droits d'inscription et la pension sont élevés (16 500 pesetas, soit 1 100 F environ) sans compter les livres et le matériel scolaire. Au sein de la junta qui dirige l'ikastola, on trouve même des représentants de Babcock et de la Général Lectric.

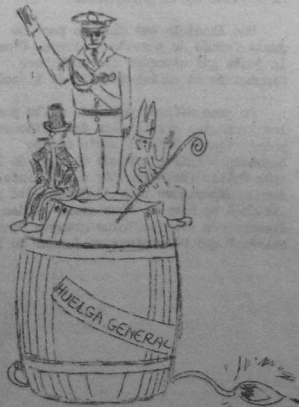
La junta n'est jamais renouvelée: Les parents, ni les enseignants, ni la population de la ville n'y participent. D'où la multiplicité des conflits qui se sont faits pour entre la direction et les enseignants et se sont traduits par de nombreux licenciements: tel enseignant pour avoir refusé d'enseigner la religion, tel autre pour avoir refusé de dispenser un enseignement réactionnaire. A l'ikastola de Gernika, aucune femme n'est autorisée à participer à la junta de direction.

Mais à Gernika le conflit avec l'Eglise a provoqué une scission au sein de l'école. Il y a aujourd'hui 120 enfants de 3 à 14 ans et la pension est de 4 000 pesetas par an (280 F). Tous les travailleurs de la ville y participent et la financent. Chacun apporte ce qu'il peut, même le curé le plus modique. La junta de direction

est formée des "socios" (ceux qui financent) des parents et des enseignants. On y discute du contenu de la finlité et des méthodes d'enseignement. On organise des débats sur la culture basque, mais aussi sur l'amnistie, sur le soutien aux prisonniers. Les parents qui connaissent la peinture, la musique, viennent donner des cours: cela toujours pour faire participer plus la population. On organise aussi des festivités de chansons pour aider financièrement. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. La lutte permanente que nous menons pour faire vivre cette ikastola populaire est une lutte d'acier dans la mer. De plus, nous ne faisons que créer la murie. Les enseignants sont mal payés, ils n'ont pas de sécurité sociale; ils ont une faible qualification.

Alors, il faut que le basque soit enseigné dans toutes les écoles. Il faut exiger l'étatisation de toutes les écoles avec le bilinguisme: il faut exiger que les programmes soient entièrement en basque, de la maternelle à l'université.

Cela n'inscrit dans notre combat général contre la dictature et pour une société socialiste.



24

INTERVIEW: YUENN GWERNIG

B.R. Siz-se, peus nac'had passé en taill d'an taol, penegwir kav dié eo re distar plas ar brezneg. De ze, pa'ra 'n-us résponted an administration ?

Y. Doué eo un ocher, hag e-neus diskouezet din peparoh. Pa 'n-us reweved ar peparoh digenteñ, 'n-us l'éred de' añ kas né on-dro d'en direksion, eo ur l'éred eo "un vice de forme". Ya, he fantez asale'h eo, a-benn ar fin. E eo l'ékad war ar baper eo eo an RTB eo o houllenn ar- o'hant 'ganin. Nac'eo eo ar baper koz. Satu'ne l'é: " N'ous ket e RTB kas brezañ ". Brezañ zo Radic-fran- co, RTB, hag all ... Ya, fin, eo ar houllenn deuz ar redevede, ad n'eo ket " RTB " kan. Pa 'n-us l'éred eo d'an ucher, 'heñ 'n-us l'éred: " Ya, gwir eo ... " Satu, deo ober eur barn traoh 'vid herzañ outo. Halc'h 'n-us a dud a vo o houllenn RTB, satu ne gredo ket ar gou- ornasment ober nitre.

B.R. Quelle a été la réaction de l'administration à vos refus de payer la taxe télé, en protestation contre la place insignifiante accordée au breton ?

Y. L'huisier est venu, avec tous ses papiers, au nom de l'RTB. Il y avait vice de forme, puisque il n'y a plus d' "RTB" à présent... Mais lui et-je fait renvoyer tous les papiers. Tout se dé-fendit de toutes les façons, avec ses gens-là... Mais le plus important, c'est que beaucoup de gens soutiennent RTB...



...ainsi, le gouvernement n'osera pas faire de représailles.

B.R. Comment en es-tu venu à adopter cette forme de lutte ?

Y. Ça fait longtemps que ça se pratique au Pays de Galles, par exemple... ça a commencé l'an dernier, autour du journal "S.A.B.", il y avait déjà 80 personnes à refuser de payer la taxe. A présent, il y en a de plus en plus chaque jour ...

B.R. Record ad out daud de refuzi, is nac'had passé siz-se ?

Y. Satu ... E Bro-Cembra dije eo eo bed greded an dra- he, nac'had passé en taillod; fell eo dije eo-oe klaved signoned euz Bro-Cembra o koutañ an treot-ze. Satu 'n-us soujed a vije euz dre vad ober kasont-er anañ.

Herlene eo bodded "VID AR BULGOLISAS" hag eo-oe gwelod eo eo'ed eur houllenn; euz hed berr o'houll, euz hed bed goullennad eo nitre; d'er ar-er-er eo eo stival e-barz dije. Er 80 benneg eo'barz dije. Brezañ zo eur barn, he bodde 'z euz tud nevez. Unan 'n-us l'éred, nevez, 'nije prened euz tele koz benneg neved 'vid nac'had passé ...

25 [VID AR BULGOLISAS: journal bilingue Fr./Br.] 30 av. J. JARVIS. PLOU MEGON 22200 GWENEGAM

E.R. N'eo ked tud anavezad hepken a hell dond 'barz RDB ?

Y. Nann, nann. Toud en dud zo pedad da zond e-barz. Ar  
...  
Setu, sur bern strollad, giz **KENDALICH, AR FLEL, FSU**  
**BRETAGNE**, a zo a-du gant RDB i'c. Kalz tud neu'c. Red e  
vefe kaoud 10 000 e Breiz, n'eo deg dil. Deg dil sinadur  
a ziniti deg dil fañsil, da lared eo wredro 50 000 a dud,  
en ...



Si on arrivait à faire sug-  
menter la place du breton,  
à la radio et à la télé, il  
aurait sûrement des possibi-  
lités d'emploi...

...oi, ça n'est arrivé d'aider  
à réaliser des émissions en  
breton, eh bien je n'ai ja-  
mais eu un sou, ou presque  
rien. Une fois, j'ai enre-  
gistré pour la radio un con-  
te que j'avais moi-même é-  
crit. La courte, à la radio,  
durait une demi-heure. Eh,  
bien, j'ai reçu 30 Fr. en  
tout et pour tout. Et ce  
genre de choses est arrivé  
à bien d'autres ...

Aussi, j'en ai assez de tra-  
vailler comme ça ; et pour-  
tant, il faut tenir bon, car  
autrement il n'y aura per-  
sone pour faire le travail.  
Et pourtant aussi, à la télé  
et à la radio, tu n'as mé-  
rité pas le droit de dire ce  
que tu penses. Charles de  
Gaulle a bien démissionné à  
cause de ça ...

E.R. Qui peut faire partie de  
RDB (RADIO-TELE-BREZHONEG) ?

Y. Tout le monde peut en faire  
partie. A mon avis, c'est  
une belle façon de lutter,  
c'est non violent, le refus  
de payer. Des gens, des as-  
sociations, nous soutiennent.  
Il faudrait environ dix mille  
signatures, et on pourrait  
envisager une action. Dix  
mille **facilles**, donc à peu  
près 50 000 personnes ...

La vefe astenned plas er brezoneg, sur vefe labour  
d'eur bern tud i'c. Beteg brezañ, n'eus ked mad 3 a vez  
paeed 'vid an abadennoù brezoneg. Den 'bad all. Me 'n-  
eus bad graed sur bern troc'h 'wechod, 'n-  
eus ked rezeved gwen-  
neg 'bad ... Ee dister-tre ... Eun de'ez oan bad 'vid so-  
zon eun abadenn a bede eun hantar-  
eur, gond ar gontadenn  
a'oc skrivad (bad eubenned war "Les Cahiers du Bleun-Brug")  
, "Ar C'hmil-dary". Setu, oan bad eun de'ez 'pad, e  
Brest, da sozeñ an abadenn. Ar gontadenn eo ma labour, en,  
... Ouspenn-ze 'n-oc ranked mond da Vrest ha dond en-dro.  
Red on bad paeed ... 30 Lur ! Setu ... (c'hoarz). Sur vez.  
Ha boud zo c'hoaz sur bern tud all 'deus labourad giz-ss ...

(Suzig) Ar gcoñv paeed eo daud tud 'Breiz o Vevs', d'ober  
sur filia.

Y. Ya. Oan ked chaled 'kaoud an dud-ze. Mignoned mad int.  
... 'n-oc sikoured 'n'd'ober an abadenn "Breiz o Vevs".  
Be' eo led aus ce barzoneg e-barz. Abadennoù all 'z aus  
bad, unan dimar-bann ar jistr ; worlar'h, unan "Gcoñv  
wer hanez Ivez", hag a ce mad-tre ('n-ous bad ar priz  
konton en Orient). Mad ... 'n-ous ked konted ... devezich  
'n-ous paeed o sikour ané. A ! ... 'n-ous kad bad **EUR**  
**GWENNEG** ! Netra ... Setu on erru skuz. Mad dao d'ere'hel  
... tra, rag na vez paezed ober al labour, den ebed  
na rsio ...

26

**KENDALICH** : Fédération des cercles celtiques/  
**AR FLEL** : cf. Bretagne Rouge n°1

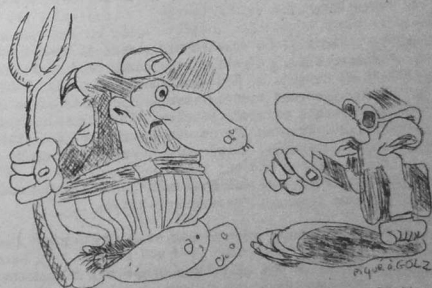
Ouspenn-ze, 'barz er radio hag en tele, 'peus ked droad  
de lared 'pez 'peus c'hoant, en ... Petra zo c'hoarvezad  
de Jarlez ar Gall, p'arq 'n-ous deisioned ? P'egwir oa  
bad troc'hed a ebadenn, a oa bad kaoc'z anni deus sur reu-  
nion 'vid sikour ar re ce b'ar prison ...

E.R. Labourad 'peus de zavel abadennoù tele, neu'c ; mad  
troc'h all 'peus gread i'c, 'gev din. Sur barz, sur skrive-  
gour out, hag oupenn-ze, sur honer ... Ha troc'h 'peus  
abadennd, diakoù 'peus gread ...

Y. Ya. E 69 on daud en-dro deus en Luerik. E 72 'n-ous  
gread en 'findenn gentan. **ARFOLK** eo s'aned tenned'eur  
bladenn bep bloaz 'pad tri bloaz. N'eus ked gread.

E.R. A part ta participation  
à la préparation d'émissions,  
tu es aussi écrivain, chanteur  
...

Y. Oui. En 69, je suis re-  
venu des USA. En 72, j'ai  
enregistré mon premier dis-  
que. Mais j'ai eu quelques  
années ...



La société de disques n'avait  
rien payé en droits d'auteur  
à la SACEM. Pourtant, toutes  
les chansons étaient déposées  
à la SACEM... "Je suis à la  
SACEM..." "C'est pas possi-  
ble, t'écris en breton..."  
Mais la SACEM, elle, se fiche  
bien de savoir si les chansons  
sont en swahili, en serbo-cre-  
ote ou en breton...  
Heureusement que j'avais dé-  
posé mes chansons à la SA-  
CEM, sinon j'aurais tout per-  
du ... Ah, si encore je n'é-  
tais fait rouler par un Pa-  
risien, par un Français, on  
aurait dit que c'était pres-  
que normal, quel ... mais par  
un Breton ! ...

Ar moroc 'n-oc kad paeed nitra d'ar SACEM 'vid na  
gwrizio skrivagner. Toud er hanc'ennoc' oa barz SACEM...  
"Me zo barz SACEM..." "Te zo barz SACEM, ha, ha, n'eo  
ked posubl !..Te skriv a brezoneg..." P'ez zo, tud ar  
SACEM reont kad fout' e paezout yez vez skrivad, pe e  
s'arbo-kreat, pe e swahili, pe e brezoneg... Ebrusant  
'n-oc gread en dre-ze, mad all n'ije kollad toud gant ar  
hank-so. Se zo triat, boud ma'bad gant Bretoned. Ha  
bien de savoir si les chansons  
sont en swahili, en serbo-cre-  
ote ou en breton...  
Mad, mad, vije bad lared, se zo ... normal ...". Mad  
gand sur Breizad ! Me, 'n-ous kad kavet re vrese !  
D'eo eo bad de'ann paeed levez tra, eun tenn ...  
Mad, ha' 'n-ous eur bladenn enrolled e'ann dije. An eo-  
rolladur zo din, mad red ce ohar ar mixaj ...

[SACEM] = Soc. des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique]

27



(suite de la page 5)

tion de l'institution, insister pour que les organisations ouvrières interviennent sur ce terrain, lever les illusions persistantes de l'égalité des chances et de l'école démocratique auprès des parents, déstabiliser les exactions et la formation reçues, chez les élèves.

Trop souvent, en effet, les luttes restent en deçà de ce qu'elles pourraient être, en particulier de fait l'école de classe, maintenant toutes revendications dans le carcan scolaire établi, elles ne sont pas éducatives, et ne montrant pas qu'une autre voie est possible, la socialisme. A nous maintenant, en créant, renfermant, maintenant ces collectifs, de faire la preuve que l'on peut changer l'école, et surtout pour cela renverser le scolasticisme.

(suite de la page 16)

enseigné à l'école, et de moins en moins perli hors de l'école. La solution du problème passe par des luttes menées par les travailleurs pour disposer la possibilité d'utiliser leur langue pour toutes les situations de la vie quotidienne. L'enseignement de l'enseignement n'aura de sens que par rapport à ces luttes et aux résultats qu'elles pourront obtenir. Quand au réapprentissage du breton, il serait peut-être moins artificiel s'il était effectué auprès des travailleurs qui utilisaient encore quelque chose de la breton, au moins autant qu'à l'école ou à l'université. Si ce n'est pas la solution-type, unique et définitive, le prestige de "la langue comme salaires" d'un travail affecté chez des paysans bretonnants avec qui vivent des élèves en stage) peut apporter un élément de réponse au problème.

Nous ouvrons dans ce numéro un dossier sur ces problèmes, qui comporte 2 articles sur le canière dont le livre "Cultures" est abordé au Pays Basque et en Ile-de-France et une interview de Yvonne Gwernig... nous pourrions le dossier dans les numéros suivants.

30

Nous publions cette lettre de lecteurs, bien que n'en partageant pas toutes les idées ; nous pensons qu'elle fera avancer un utile débat sur la condition d'artiste.

Nous voudrions souligner nos divergences avec certaines choses : d'abord la violence verbale envers les "artistes", alors que si la description fait couche pour certains, nous ne pensons pas qu'ils feroient un bien homologué à dénoncer. D'autre part, nous nous demandons s'il faut critiquer les professionnels des artistes dans une société de travail éprouvé, sans possibilité de travail à mi-temps, alors qu'il faut du temps et de celle pour produire des œuvres d'un tout soit peu de qualité. Il y a fort à parier que s'ils le pouvaient, beaucoup d'"artistes" ne s'isoleraient pas dans la professionnalisme.

Enfin, dernier point, nous soutenons la lutte des chanteurs pour le droit à la Sécurité Sociale. Le débat sur les formes de cette lutte et le statut d'artiste vient après.

Nous ajoutons que nous ouvrons nos colonnes au collectif "Chansons - Bretagne" créé à Guernèsquin, pour exprimer leur point de vue et répondre aux reproches qui leur sont faits.

Comrades,

à propos de l'article "Des chanteurs au cœur des luttes" paru dans le "COURRIER".

Le compte rendu de Ouest France est plus complet et même plus critique. Il aurait fallu un article plus politique et non journalistique, qui aurait expliqué que nulle part les chanteurs bretons n'avaient tenté de lier leurs problèmes avec ceux des autres couches de la population concernées par le salaire et les injustices.

La preuve ? L'affiche titrait "Gala de solidarité". Les nombreux articles dans les journaux locaux, les interviews à Radio Breizh parlaient de "nous les artistes" jamais des cotisations, des conditions scandaleuses faites aux paysans, aux artisans.

Le gala de Guernèsquin : un gala de charité, en ce sens qu'il est correct de ramasser du fric pour acheter ou une boîte en fer etc... dans le discours on a fait le prétexte pour dénoncer globalement le système et non pour résoudre ses petits problèmes en particulier jaloux ont son "statut" d'artiste. Et nous marche dans ces ambigüités qui font le succès d'un tas de gens dans le coin.

Qu'est-ce que ça veut dire, les artistes bretons ? Quel lien entre un prince showbiz type tivvelli et d'autres inconnus ?

Donner des galas de soutien en Breiz, on est désolé, c'est pas une référence. C'est être un moyen obligé pour devenir célèbre. Quand on entend un Lennuñel dédicier un chanson à St Raphael, on trouve ça étrangement et facile.

Mais ça fait vendre et avoir son nom dans le journal. Important ça c'est. Nous quand on a essayé de faire quelque chose après la mort de Yvelin en l'année va venir, par contre le jour de la fête dans toute la Bretagne, ça il devrait y avoir la fête, si festes n'ont, jour et des gens moins motivés ont reporté leur fête annuelle, ou les à venir et les autres.

On n'écrit pas pour "se faire l'ami", on pourrait être échantonné avec d'autres. De toutes façons c'est bien fini ces salons de soutien.

D'après Ouest France "ils" ont décidé qu'il y avait une pour du soutien ils réclament une inséparable illustrée, un cachet normal et de bonnes conditions techniques. Bites les gens de l'odrevec, du joint des Karlines, faites plus grave, hein parce que dans votre usine ça me et l'accoustique, c'est pas le pied.

Le fond c'est toujours la même chose : qu'est-ce que ça veut dire "être artiste" ? Pourquoi des privilèges créés, consent pendant que d'autres sont juste bons à aller à l'usine ou aux champs ? Ils ne créent pas ceux-là, mais ils seront bon public quand ils se chantent pour eux et ne l'on viendra chanter pour eux. Et les chansons de grèves dans toutes les luttes. C'est pas de la création populaire. Qu'est-ce que le rôle d'un artiste engagé ? Vendre un petit truc ou guider et aider une création populaire, même si ça commence sur l'air de "ils qui chantent ici ou là, entre amis, sans se formaliser, qui essaient de retrouver les vieux airs et se créer après le boulot ?

Un artiste est un travailleur à part entière ? C'est vite dit. Ça suppose d'abord de front quelques questions, et d'aller plus loin, beaucoup plus loin, aux Guernèsquin. Et quand on en parle, on veut bien parler de le s'écouter, des problèmes (rôles) des artistes et de reste, mais pas le contraire.

Les chanteurs anonymes de toutes les petites fêtes qui ont lieu ici ou là, les participants anonymes des vrais festoù-noz, tous ces gens qui retrouvent leur identité le temps d'une danse ou d'un "kaz-ha-dinca", tous ceux-là avaient peut-être des choses à dire sur leur créativité, sur ce qu'ils essaient d'exprimer après une journée de travail, sur la façon aussi dont ils ne profitent pas tout ça. Mais tous ceux-là étaient pas invités à Guernèsquin. C'est pas des artistes ça c'est...

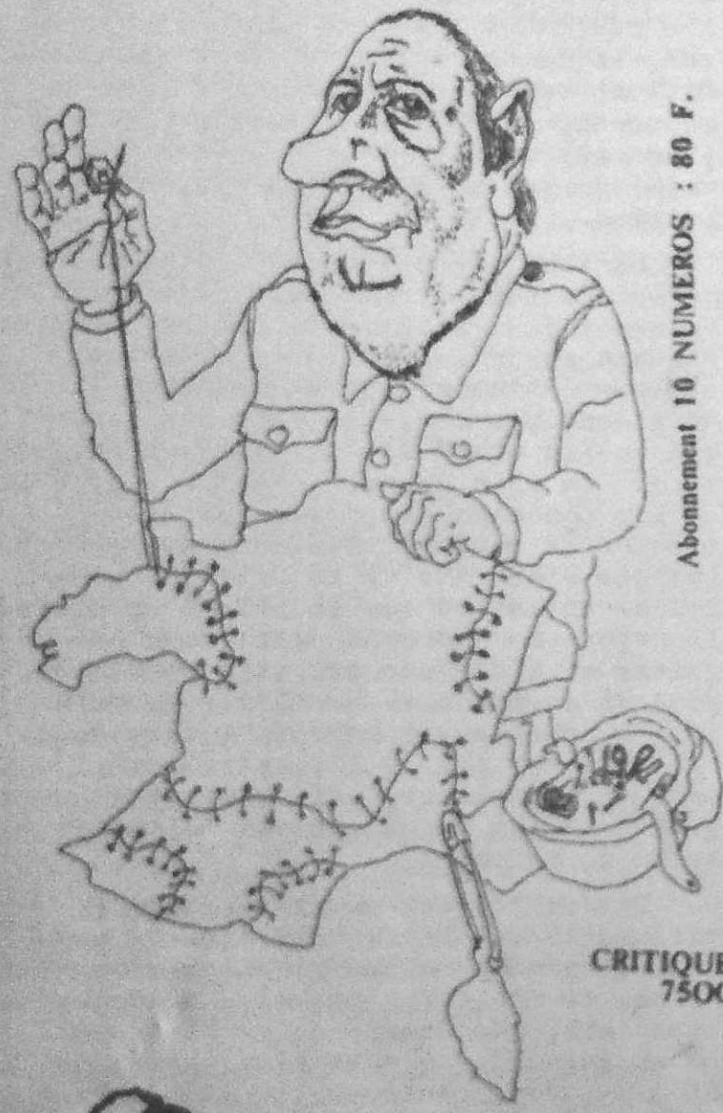
31



# CRITIQUE COMMUNISTE

## MARXISME ET QUESTION NATIONALE

### SOMMAIRE



Abonnement 10 NUMEROS : 80 F.

Paul Allès Question nationale et question régionale .....	1
Commission Bretagne LCR-Brest Marxisme révolutionnaire et minorités nationales .....	19
Bretagne et mouvement breton .....	39
Xavier Sinibaldi Serge Demailly Corse : question nationale et colonialisme ..	65
A. Stafani La question corse .....	77
J-Claude Klein L'Alsace, l'Alsace .....	100
Régis Debray Marxisme et question nationale .....	121
Carlos Rossi Qu'est-ce que l'internationalisme .....	147

Les illustrations sont de Daullé

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéméné  
75004 Paris (pour toute correspondance)

**rouge**  
journal communiste révolutionnaire

